

Contribution AMORCE à la Consultation publique du 14 février 2019 n°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

[31 mars 2019]

Contacts :

Julie PURDUE, Déléguée générale adjointe, jpurdue@amorce.asso.fr
Baptiste VEZOLE, Chargé de mission Energie, bvezole@amorce.asso.fr
Joël RUFFY, Pôle institutionnel juridique et fiscal, iruffy@amorce.asso.fr

Rassemblant plus de 900 adhérents pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des collectivités (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux) et autres acteurs locaux (entreprises, associations, fédérations professionnelles) en matière de politiques Energie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (planification, prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).

Force de propositions indépendante et interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics (Ministères, Agences d'Etat) et du Parlement (Assemblée Nationale et Sénat), AMORCE est aujourd'hui la principale représentante des territoires engagés dans la transition énergétique et dans l'économie circulaire. Partenaire privilégiée des autres structures représentatives des collectivités, des entreprises, ou encore des organisations non gouvernementales, elle a également joué un rôle majeur dans la défense des intérêts des acteurs locaux, lors de l'élaboration de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ou précédemment des lois relatives au Grenelle de l'environnement.

Au titre des articles L. 452-1 à L. 452-3 et L 341-3 du code de l'énergie, la commission de régulation de l'énergie (CRE) est chargée de déterminer la méthodologie d'établissement des tarifs d'utilisation des infrastructures régulées du secteur de l'énergie (gaz naturel et électricité).

Du fait du monopole existant pour les concessionnaires imposés, et plus généralement de l'organisation historique de ces services public, la relation entre les collectivités concédantes et leur gestionnaire de réseau reste asymétrique. Il nous semble cependant primordiale de replacer les collectivités au cœur de ces services, notamment lors de l'élaboration des tarifs d'utilisation.

Dans un contexte de décentralisation énergétique, d'appropriation locale des questions liées à l'énergie, ou plus généralement de transition énergétique, le service public de distribution d'électricité et de gaz pourrait représenter un formidable levier de mise en œuvre des politiques

territoriales de transition énergétique : production d'électricité renouvelable, maîtrise de la demande en énergie, mobilité électrique, coordination entre les réseaux, urbanisme et aménagement, efficacité de la dépense publique, lutte contre la précarité énergétique, acceptation et compréhension de cette transition par le grand public... sont autant de thématiques centrales dans l'évolution du service public de la distribution d'électricité et de gaz.

AMORCE a donc souhaité contribuer à cette consultation afin de faire remonter à la CRE les attentes des collectivités adhérentes de l'Association sur la structure et le contenu des différents tarifs notamment concernant la distribution.

Notre contribution vise à ce que les différents tarifs d'utilisation des réseaux de distribution intègrent pour l'avenir un volet concernant spécifiquement l'action des gestionnaires de réseaux en faveur de la transition énergétique. Ces nouveaux tarifs devront prendre en compte les missions des GRD dans ces domaines, ces missions étant précisées, notamment, dans les cahiers des charges des concessions de distribution négociés et conclues avec les collectivités concédantes. Ces éléments sont repris dans la contribution ci-dessous.

1 – Cadre juridique applicable

Nous définissons le cadre juridique applicable à la distribution de gaz et d'électricité comme suit :

Les missions des gestionnaires de réseaux de distribution (ci-après GRD) sont définies aux articles L322-8 et L432-8 du Code de l'énergie.

Les dispositions listent les missions des GRD et précisent au point 8 de ces deux articles : « *Sans préjudice des dispositions du sixième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, un gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel est notamment chargé, dans le cadre des cahiers des charges de concession et des règlements de service des régies mentionnés au I du même article L. 2224-31 : (...)* 8° **De mettre en œuvre des actions d'efficacité énergétique et de favoriser l'insertion des énergies renouvelables sur le réseau.** »

Nous considérons, par conséquent, que les missions des GRD comportent un volet concernant la transition énergétique.

1.1 – Concernant la distribution de gaz

1.1.1 – Des obligations de service public

Les dispositions applicables précitées sont complétées, au sein du Code de l'énergie, par des obligations de service public dévolues aux acteurs du gaz dont les GRD font partie. L'article L121-32 du Code de l'énergie précise en effet :

« I. - Des obligations de service public sont assignées :

1° Aux opérateurs de réseaux de transport et de distribution de gaz naturel et aux exploitants d'installations de gaz naturel liquéfié, y compris les installations fournissant des services auxiliaires ; (...)

II. - Elles portent sur : (...)

5° La protection de l'environnement, en particulier l'application de **mesures d'économies d'énergie** ;

6° **L'efficacité énergétique** ;

7° La **valorisation du biogaz** ;

8° Le **développement équilibré du territoire** ; (...)

11° Le maintien, conformément à l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles, d'une **fourniture aux personnes en situation de précarité.** »

Dans les deux articles précités, il est mentionné que **ces dispositions sont précisées dans les cahiers des charges des concessions** signés en application de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Nous considérons, dès lors, que le GRD est tributaire d'obligations légales dans les différents domaines que recourent la transition énergétique. Nous considérons que la loi reconnaît aux autorités concédantes un rôle dans la précision et le suivi de la mise en œuvre de ces obligations notamment au travers des contrats de concession qui lient le GRD à ces collectivités.

La loi reconnaît d'ailleurs toute latitude aux collectivités AODE pour négocier lesdits contrats et le cas échéant y insérer des clauses qui relèvent des domaines dans lesquels le GRD a des obligations, voire aller plus loin que ce qui est disposé dans la loi, et ce, notamment afin de s'adapter aux spécificités locales.

1.1.2 – Un contrat de service public

Une autre disposition du Code de l'énergie, nous semble intéressante à évoquer. L'article L121-46 du Code de l'énergie prévoit que les modalités et les objectifs permettant d'assurer la mise en œuvre des missions de service public telles qu'énoncées à l'article L121-32 du Code de l'énergie sont définis dans un **contrat de service public** conclu entre GRDF et l'État.

Cet article précise que ce contrat de service public est signé « *sans préjudice des contrats de concession mentionnés à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales* ». Nous estimons, par conséquent, que ces deux contrats sont complémentaires, ce qui laisse la possibilité aux collectivités AODE, dans les conditions légales et réglementaires rappelées ci-avant, de négocier dans les contrats de concession l'insertion de stipulations imposant certaines obligations aux GRD.

Nous nous sommes également intéressés au contenu du contrat de service public signé entre GRDF et l'État pour la période 2015-2018. Celui-ci comportait des missions en termes de :

- Précarité énergétique définies au point 2.4 du contrat ;

Nous relevons notamment les missions suivantes : « *GRDF est engagé dans des opérations de proximité associant des actions de maîtrise des consommations d'énergie à des projets de rénovation pour les propriétaires occupants afin de prévenir les situations de précarité énergétique. Ces actions s'associent aux dispositifs de sécurisation des installations intérieures décrits dans la partie 4.3.* »

- Maîtrise de la demande en énergie liée au compteur gazpar définies au point 2.5 du contrat ;
- Définition et de mise en œuvre d'actions de valorisation du gaz en partenariat avec les collectivités AODE définies aux points 3.1 et 3.2 du contrat ;
- Accompagnement des collectivités dans la transition énergétique des territoires définies au point 3.3 du contrat ;
- Accompagnement des différents acteurs dans la lutte contre la précarité énergétique définies au point 4.3 du contrat ;
- Développement durable et de protection de l'environnement en lien notamment avec le développement des énergies renouvelables définie dans l'ensemble de l'article 5 du contrat ;
- De politique de recherche et développement visant notamment à préparer les prochaines étapes de la transition énergétique définies dans l'ensemble de l'article 6 du contrat.

Nous considérons dès lors qu'il relève des obligations des GRD de mettre en œuvre ces missions. Celles-ci sont, le cas échéant, précisées, détaillées voire renforcées dans les contrats de concession.

Le contrat signé est arrivé à son terme le 31/12/2018. Le préambule dudit contrat prévoyait qu'en l'absence de signature d'un nouveau contrat, les stipulations étaient prorogées pour 6 mois. Il est par ailleurs précisé

« qu’au-delà du présent contrat et des missions de service public définies par la loi, GRDF maintiendra une forte implication au service de l’intérêt général conformément aux valeurs de l’entreprise et au principe de péréquation tarifaire de sa desserte historique, garant de la solidarité territoriale. »

Selon les informations dont nous disposons, nous sommes actuellement dans cette situation.

Nous nous interrogeons dès lors sur éléments suivants :

- L’avancement des discussions concernant la signature du nouveau contrat qui engagera l’État et GRDF ;
- Le contenu de ce nouveau contrat et notamment sur les stipulations qui concerneront la transition énergétique ;
- Les modalités dans lesquelles les collectivités territoriales et notamment les AODE seront consultées dans la rédaction et la signature de ce nouvel engagement.

Au vu de ces éléments, nous estimons que le GRD dispose des moyens juridiques d’agir dans ces domaines et il convient de s’assurer que ces missions seront à tout le moins reconduites et aux mieux renforcés dans le prochain contrat de service public.

Il convient surtout, dans le cadre de la présente consultation de s’assurer que les tarifs fixés pour la distribution de gaz intègrent la réalisation par le GRD de l’ensemble de ses missions en matière de transition énergétique.

1.1.3 – D’autres obligations/missions dévolues au GRD gaz

Nous recensons également d’autres obligations des GRD qui s’inscrivent dans le domaine de la transition énergétique. Il convient, là encore, selon nous, dans le cadre de la présente consultation de s’assurer que les tarifs fixés pour la distribution de gaz intègrent ces différents aspects.

1.1.3.1 – En termes de transmission de données

Les textes définissent des obligations dévolues aux GRD en matière de transmission de données. Ces obligations résident dans l’article 179 de la loi de transition énergétique, dans les textes réglementaires d’application et dans les dispositions applicables aux contrats de concession de distribution, notamment ceux définissant le contenu du CRAC.

Les textes prévoient comme les contrats de concession que des données complémentaires et plus détaillées puissent être transmises par le GRD aux collectivités.

1.1.3.2 – En termes de développement des mobilités propres

Les compétences dévolues aux collectivités en la matière impliquent nécessairement pour leur mise en œuvre l’appui et la participation des GRD.

1.1.3.3 – En termes de coordination des réseaux

La réussite de la transition énergétique passe par une bonne coordination des réseaux d’énergie. Dans la perspective de réalisation d’une **transition énergétique économiquement optimisée**, mais aussi adaptée aux enjeux locaux de chaque territoire, une nécessaire réflexion autour de cette coordination doit voir le jour.

Cette réflexion est menée par les collectivités, au regard des dispositions suivantes :

- **Article L. 2224-37-1 du CGCT** : Une commission consultative est réunie pour mettre en cohérence les politiques d’investissement (électricité, gaz et réseaux de chaleur) des syndicats d’énergie et des EPCI à FP inclus dans le périmètre du syndicat.

- **Article L. 229-26 du code de l'énergie** : Le programme d'actions du PCAET permet « *de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.* »
- **Article L. 123-1-3 du code de l'urbanisme** : Le programme d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) « *arrête les orientations générales concernant les réseaux d'énergie* ».

Ces dispositions impliquent, nécessairement, la participation des GRD.

1.1.4 – Le tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz

Les éléments énoncés précédemment sont repris dans les dispositions applicables à la structure et au contenu des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz.

Le Code de l'énergie énonce clairement en son article L452-1-1 que les tarifs d'utilisation sont fixés : « *afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace. Ces coûts tiennent compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service, y compris des **obligations fixées par la loi** et les règlements ainsi que des **coûts résultant de l'exécution des missions de service public et des contrats mentionnés au I de l'article L. 121-46.*** » Nous notons par conséquent que la loi prévoit que le tarif soit établi en tenant compte des missions confiées au GRD notamment par les contrats de concession signés localement.

Malheureusement, l'ATRD actuel comporte, selon nous, peu d'éléments portant à proprement parler sur la transition énergétique. Pour autant, nous considérons que cela peut évoluer dans le cadre des dispositions précitées, soit d'office, soit dès lors que le GRD propose à la CRE une évolution du tarif qui pourrait porter sur ses missions en la matière.

En effet, le GRD comme la CRE peuvent prendre en compte ces charges « nouvelles » car imposées par les différents textes applicables et demandées par les collectivités AODE dans les contrats locaux en cours ou à venir.

1.2 – Concernant la distribution d'électricité

1.2.1 – Des obligations de service public

Les dispositions de l'article L332-8 du Code de l'énergie sont complétées, par des obligations de service public dévolues aux acteurs de l'électricité dont les GRD font partie. Les articles L121-1, L121-2 et L121-4 du Code de l'énergie prévoient que les missions du GRD sont exécutées **en dans le respect de l'environnement en tenant compte notamment de la nécessaire maîtrise de la demande en énergie.**

Comme pour le gaz, il est mentionné que **ces dispositions sont précisées dans les cahiers des charges des concessions** signés en application de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Nous considérons, dès lors, que le GRD est tributaire d'obligations légales dans les différents domaines que recoupent la transition énergétique. Nous considérons que la loi reconnaît aux autorités concédantes un rôle dans la précision et le suivi de la mise en œuvre de ces obligations notamment au travers des contrats de concession qui lient le GRD à ces collectivités.

La loi reconnaît d'ailleurs toute latitude aux collectivités AODE pour négocier lesdits contrats et le cas échéant y insérer des clauses qui relèvent des domaines dans lesquels le GRD a des obligations, voire aller plus loin que ce qui est disposé dans la loi, et ce, notamment afin de s'adapter aux spécificités locales.

1.2.2 – D'autres obligations/missions dévolues au GRD électricité

Nous recensons également d'autres obligations des GRD qui s'inscrivent dans le domaine de la transition énergétique. Il convient, là encore, selon nous, dans le cadre de la présente consultation de s'assurer que les tarifs fixés pour la distribution d'électricité intègrent ces différents aspects.

1.2.2.1 – En termes de transmission de données

Les textes définissent des obligations dévolues aux GRD en matière de transmission de données. Ces obligations résident dans l'article 179 de la loi de transition énergétique, dans les textes réglementaires d'application et dans les dispositions applicables aux contrats de concession de distribution, notamment ceux définissant le contenu du CRAC.

Les textes prévoient comme les contrats de concession que des données complémentaires et plus détaillées puissent être transmises par le GRD aux collectivités.

1.2.2.2 – En termes de développement des mobilités propres

Les compétences dévolues aux collectivités en la matière impliquent nécessairement pour leur mise en œuvre l'appui et la participation des GRD.

1.2.2.3 – En termes de coordination des réseaux

La réussite de la transition énergétique passe par une bonne coordination des réseaux d'énergie. Dans la perspective de réalisation d'une **transition énergétique économiquement optimisée**, mais aussi adaptée aux enjeux locaux de chaque territoire, une nécessaire réflexion autour de cette coordination doit voir le jour.

Cette réflexion est menée par les collectivités, au regard des dispositions suivantes :

- **Article L. 2224-37-1 du CGCT** : Une commission consultative est réunie pour mettre en cohérence les politiques d'investissement (électricité, gaz et réseaux de chaleur) des syndicats d'énergie et des EPCI à FP inclus dans le périmètre du syndicat.
- **Article L. 229-26 du code de l'énergie** : Le programme d'actions du PCAET permet « *de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.* »
- **Article L. 123-1-3 du code de l'urbanisme** : Le programme d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU) « *arrête les orientations générales concernant les réseaux d'énergie* ».

Ces dispositions impliquent, nécessairement, la participation des GRD.

1.2.2.4 – En termes de flexibilité locale et de réseaux intelligents

Le GRD a la possibilité de mettre en œuvre ce type de service. Le service de flexibilité local a été défini par l'article 199 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, ainsi que par le décret n°2016-704 du 30 mai 2016 relatif aux expérimentations de services de flexibilité locaux sur des portions du réseau public de distribution d'électricité.

1.2.3 – Les tarifs d'utilisation du réseau de distribution d'électricité

Les éléments énoncés précédemment sont repris dans les dispositions applicables à la structure et au contenu des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité.

Le Code de l'énergie énonce clairement en son article L341-2 que les tarifs d'utilisation sont fixés : « *afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace.* »

« Ces coûts comprennent notamment :

1° **Les coûts résultant de l'exécution des missions et des contrats de service public (...)** »

Nous notons par conséquent que la loi prévoit que le tarif soit établi en tenant compte des missions confiées au GRD notamment par les contrats de concession signés localement.

Malheureusement, le TURPE actuel comporte, selon nous, peu d'éléments portant à proprement parler sur la transition énergétique. Pour autant, nous considérons que cela peut évoluer dans le cadre des dispositions précitées, soit d'office, soit dès lors que le GRD propose à la CRE une évolution du tarif qui pourrait porter sur ses missions en la matière.

En effet, le GRD comme la CRE peuvent prendre en compte ces charges « nouvelles » car imposées par les différents textes applicables et demandées par les collectivités AODE dans les contrats locaux en cours ou à venir.

2 – Nos propositions

Compte-tenu des éléments énoncés ci-dessus, nous proposons que les différents tarifs d'utilisation des réseaux de distribution incluent désormais un volet distinct et explicite portant sur les missions des GRD en matière de transition énergétique.

Ce volet doit permettre au GRD de réaliser les missions qui sont les leurs dans ces domaines. Selon notre analyse, trois solutions sont envisageables du point de vue des textes précités :

- Soit le GRD met en œuvre directement, dans le cadre de ses obligations légales et réglementaires précisées notamment dans les cahiers des charges de concession, à la demande de la collectivité et en appui de celle-ci, différentes missions en faveur de la transition énergétique ;

A ce titre, AMORCE et ses adhérents ont précisé leurs demandes en listant, dans chaque domaine de la transition énergétique dans lesquels le GRD est tributaire d'obligations légales et réglementaires, une série d'actions qu'ils souhaitaient voir réaliser par le GRD. Ces actions recoupent notamment les aspects suivants :

- Partage des données et objectifs avec les collectivités, notamment AODE. Le but est de prendre en compte les objectifs de planification et de coordination des réseaux fixés par les collectivités dans les plans d'investissement des GRD pour le développement des réseaux ;
 - Actions en faveur de l'insertion d'EnR sur les réseaux ;
 - Actions de maîtrise de la demande en énergie à destination des consommateurs (sensibilisation, formation ou financement d'opérations) ;
 - Actions de lutte contre la précarité énergétique et de rénovation thermique (repérage, partage d'informations au préalable, sensibilisation, formation, financement d'opérations) ;
 - Actions en faveur du développement d'un réseau innovant et intelligent ;
 - Actions en faveur du développement de nouveaux modes de mobilités (électriques, GNV, bioGNV, ...).
- Soit le GRD participe au financement de ces mêmes actions, menées en lieu et place de celui-ci, par les collectivités, au moyen d'une contribution dont les modalités de calcul et de versement sont fixées dans les cahiers des charges ou autres documents de contractualisation avec les collectivités ;
 - Soit une combinaison de ces deux solutions.

Par conséquent, nous sollicitons de la CRE que soit consacrée, dans les tarifs d'utilisation, une enveloppe dédiée à la réalisation par le GRD de chacune des missions identifiées en faveur de la transition énergétique présentées ci-dessus.

De plus, il nous semble important qu'une incitation financière aille dans le sens de chercher et appliquer le cas échéant, des solutions, permettant d'éviter des coûts de renforcement de réseau. Ceci peut passer par des

solutions innovantes de flexibilité, de raccordement intelligent, d'autoconsommation collective, mais aussi par des solutions de maîtrise de l'énergie, de coordination de réseaux d'énergie (en faisant notamment des choix sur l'extension et le renforcement des réseaux d'électricité, de gaz naturel et de chaleur)... Dans le cas des solutions aval compteur, comme par exemple de la rénovation, il peut être imaginé, que le gestionnaire de réseau aide au ciblage des zones les plus intéressantes pour le réseau et finance l'opération, à hauteur d'une fraction de la dépense évitée sur le réseau.

3 – Nos réponses aux questions posées dans la consultation

- **Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?**

Il manque, de notre point de vue une intégration formelle des grands enjeux de la transition énergétique portés par les collectivités, à savoir :

- La MDE (Maîtrise de l'énergie – rénovation, efficacité énergétique, stockage, solutions de flexibilité...), pour ; lutter contre la précarité énergétique, optimiser les dépenses réseaux et maîtriser la pointe énergétique ;
- Favoriser l'insertion des EnR aux réseaux de distribution (en accord avec les orientations définies par les collectivités en termes de planification énergétique et d'investissements) ;
- Prévoir et optimiser le déploiement de la mobilité électrique et GNV (dont BioGNV) ;
- Améliorer la coordination des réseaux d'énergie (électricité, gaz, chaleur) ;
- Poursuivre l'essor de réseaux de distribution intelligents et innovants.

Pour remplir ces objectifs, le GRD doit partager avec la collectivité les données cartographiques nécessaires et coconstruire (avec la collectivité) la politique d'investissements réseaux. Une incitation financière, pourrait aller dans le sens de cette coconstruction, de la prise en compte des investissements de transition énergétique et enfin des coûts évités de renforcement qu'elle peut éventuellement permettre.

- **Question 7 : Êtes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?**

Oui, nous y sommes favorables. Des demandes d'ajustements peuvent s'entendre, cependant, un contrôle plus serré doit alors s'appliquer, ce qui est aussi coûteux.

- **Question 10 : Êtes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?**

Oui, nous sommes favorables au partage des risques, dans une vision solidaire de la gestion des réseaux publics de distribution et de transport d'énergie. Cependant, cette solidarité dans le partage des risques, doit être la contrepartie d'un poids plus important des collectivités autorité organisatrices et représentantes des consommateurs, dans l'arbitrage et le contrôle des investissements réseaux.

- **Question 11 : Êtes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?**

Oui, nous y sommes favorables.

- **Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?**

Nous considérons qu'une prise en compte des charges, correspondant à la mise en œuvre des actions de transition énergétique est un levier pour inciter les GRD à leur réalisation. Cette évolution nous paraît conforme aux principes de fonctionnement de ce dispositif.

- **Question 14 : Êtes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?**

Nous sommes favorables au maintien du système actuel, qui évite une spirale de sous-investissement.

Cependant la régulation et le contrôle, doivent évoluer, par une prise en compte plus forte de l'avis des collectivités dans la stratégie d'investissement. Pour rappel, la planification territoriale de l'énergie est une compétence en partie dévolue aux collectivités. Cette planification est également validée par les services de l'état à travers le contrôle des PCAET, SRADDET... Enfin, les collectivités AODE ont nécessairement un pouvoir dans la détermination des investissements sur leur territoire dans le cadre des contrats de concession. Il nous paraît donc normal que les orientations définies soient prises en compte dans les plans d'investissement remontés à la CRE par les GRD, ou dans les S3REnR par exemple.

- **Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT ?**

Dans la mesure où le principe ne remet pas en cause la politique d'investissement, l'incitation paraît saine.

- **Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?**

Pour les investissements à cycle long des GRD, nous ne nous opposons pas, à la rémunération au coût de la dette, dans un arbitrage au cas par cas, comme dans le cas de Linky.

- **Question 27 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?**

Nous sommes favorables à un abaissement du seuil pour le guichet smart grid dans l'optique de développer les technologies associées. Il nous semble important de développer ces technologies dans tous les systèmes de distribution d'énergie, dont le gaz, pour lequel, une transposition peut se faire. Il nous semble cependant que la problématique de dimensionnement du réseau est plus centrée sur l'électricité que sur le gaz (seulement 1% de l'injection de Biogaz est en EnR par exemple).

De plus, il nous paraît intéressant de fixer des jalons et échéances rapprochées pour ces expérimentations (l'exemple de l'autoconsommation, nous amène à une enquête en 2023, qui est assez éloignée).

Enfin, il nous semble que les solutions de flexibilité associées aux smart grid, devraient bénéficier plus largement à la réduction des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution, avec un bénéfice réparti justement entre GRD, porteur de projet actionnant ces flexibilités et les consommateurs.

- **Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?**

Un format standardisé d'indicateurs paraît, en effet sain. Cependant, un contrôle rigoureux, n'entraîne pas forcément une diffusion large et publique des résultats (techniques et financiers) de R&D&I financés par le TURPE et donc par chaque habitant. Le format confidentiel doit perdurer avec un contrôle de la CRE.

En complément, une diffusion renforcée aux collectivités AODE concernées par un programme de R&D&I est cependant nécessaire, afin qu'elles puissent suivre les expérimentations menées sur leurs réseaux.

Une diffusion des bonnes pratiques et des technologies à diffuser, pourrait faire l'objet d'un rapport de la CRE.

- **Question 29 : Êtes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?**

Nous sommes favorables à cette démarche. Celle-ci devra intégrer selon nous des objectifs à atteindre par les GRD, en termes de transition énergétique, définis à la demande et en concertation avec les collectivités.

Il apparaît nécessaire de prévoir, que les résultats de cette future consultation, soient, à la seule demande des collectivités, prises en compte dans leur contractualisation avec leur GRD (Contrat de concession pour les collectivités AODE, ou bien conventions locales, pour les collectivités au sens large).

- **Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ? Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?**

Nous listons les thématiques prioritaires suivantes, en plus des délais de raccordement et des éléments indiqués dans notre contribution (paragraphes 1 et 2 ci-dessus) :

- Délai et qualité de réponse aux collectivités, notamment au sujet des transmissions de données
- Les problématiques identifiées par la CRE (délais de réclamation, de raccordement, information autour des compteurs Linky)
- **Question 31 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?**

Nous sommes favorables à cette mise en œuvre, celle-ci permettra en effet d'obtenir des résultats au plus proche des réalités locales.

Ce travail a aujourd'hui été entamé de manière disparate et avec difficultés par les collectivités. Il serait donc bienvenu, selon nous, de centraliser cette démarche de contrôle qualité.

- **Question 32 : Êtes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?**

Nous sommes favorables au principe, il nous paraît toutefois important d'être vigilant sur d'éventuels effets pervers :

- Il ne faut pas que l'incitation des GRD se retourne contre les porteurs de projets EnR, en augmentant de manière démesurée les coûts de raccordements ;
- Il faut que ces indicateurs puissent servir au choix de tracé des réseaux d'énergie décidés par les collectivités, de façon objective.

Il nous semble nécessaire d'étudier, au préalable, des exemples d'indicateurs pour nous prononcer plus avant.

- **Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?**

Nos propositions sont reprises dans les paragraphes 1 et 2 de la présente contribution.

